

Les cinq piliers du refus de l'intégration

Economiques ? Sociales ? Urbanistiques ? Culturelles ? Ethniques ? Politiques ? Idéologiques ? Psychologiques ? ...

On peut faire appel à tous les qualificatifs pour caractériser les causes, forcément multiples et associées, qui expliquent les émeutes frappant régulièrement les banlieues de l'aire parisienne et les cités « sensibles » de nos grandes agglomérations ...sans pour autant épuiser une réflexion qu'il faut conduire dans sa totalité et avec la plus entière lucidité afin de dégager un diagnostic le plus rapproché possible de la réalité, qui seul permettra de mettre en œuvre les solutions pertinentes à ces problèmes récurrents.

Il convient, tout d'abord, de remarquer que tout cela arrive dans des espaces occupés, en surdensité, par des populations immigrées de première, deuxième ou troisième générations, rassemblées là au nom du principe fallacieux mais réitéré que « La France a besoin de l'immigration », assertion jamais prouvée, mais dont la vraie formulation devrait être : « le système économique libéral a besoin de la libre circulation des individus pour avoir une main d'oeuvre taillable et corvéable destinée aux activités non délocalisables et propre à peser sur les salaires et les conditions de travail par effet « de concurrence »...

Cet afflux migratoire, encouragé par un regroupement familial « tous azimuts », construit, à l'intérieur de la société française, une sorte de société décalquée d'une histoire coloniale renversée : les arrivants réaliseront les tâches nécessaires et ingrates mais mal rémunérées (du fait de l'abondance de cette main d'œuvre fragile en situation de ne pouvoir rien demander) que les « autochtones » ne veulent pas faire, quitte à laisser ces autochtones dans l'assistanat pris

en charge par l'Etat et les structures sociales. Ces vagues successives d'arrivants vont occuper des immeubles construits pour accueillir (avec l'aval des municipalités concernées, de gauche le plus souvent, qui voyaient là le terreau électoral qui les ferait survivre : le PCF, en particulier, a vécu politiquement et financièrement sur le développement de la « ceinture rouge parisienne ») des populations d'ouvriers et d'employés, avant que celles-ci ne les abandonnent au fur et à mesure de leur accès à une certaine « aisance matérielle ».

On a pu construire d'autres immeubles, mais la « ghettoïsation » constatée aujourd'hui se réalise par l'entassement de ces populations étrangères en entités ethniques et culturelles en des lieux qui se dégradent rapidement aussi bien intérieurement qu'extérieurement (mais l' « on » est aussi responsable de l'endroit où l' « on » vit.) et par l'accumulation de difficultés et de problèmes de toutes sortes (aussi bien individuels que collectifs, matériels que culturels, religieux qu'éducatifs). Cette segmentation de l'espace urbanistique fondera la segmentation communautaire où le refus des valeurs portées par le pays d'accueil justifie le repliement sur un ensemble où la légitimité de loi générale, démocratiquement élaborée par tous, n'est pas reconnue.

Les « banlieues » et autres « cités sensibles » sont, en même temps, gangrenées par toutes les formes de « l'économie parallèle » (trafics de drogues, vol et recel, travail au noir, mendicité, prostitution...) qui s'interpénètrent pour se justifier mutuellement, et dont les revenus importants permettent de faire vivre « le clan » (dont la dimension dépasse celle de la famille au sens où nous l'entendons) tout en le situant en dehors de la loi républicaine.

Comme, de plus, cette « économie parallèle » s'adosse à toutes les formes de l'assistanat social (qui permet la prise en charge par la société dans son ensemble des besoins fondamentaux, de santé par exemple, de ces populations étroites), elle fait vivre, en un même lieu, «

confortablement », toute une foule de personnes qui se soudent en solidarité agressive face à tout ce (et à tous ceux) qui serait (ent) susceptible(s) de mettre à mal ce confort du quotidien.

Les « bandes » qui se constituent alors comme éléments agissants et dominants structurent une « para-société » où chacune d'elles ne reconnaît que sa loi et ses intérêts et où la finalité est de s'imposer sur un territoire que personne ne doit venir revendiquer, ni une autre « bande », ni la société « réelle ». Il est, de plus, évident que, quand une telle situation permet à celui qui la vit de gagner plus d'argent que ne pourrait lui procurer un emploi normal et déclaré, il ne faut pas s'attendre à ce que les intéressés courent vers « des formations » ou vers les agences de l'ANPE...

Mais ces ensembles « urbains » montrent également une propension au repli « communautariste » que trois situations complémentaires organisent allégrement.

Tout d'abord, ils sont taraudés par l'idéologie « islamiste » activement véhiculée par des imans venus de différents pays où l'islam est religion d'Etat (pensons ici à l'Arabie Saoudite en particulier) dont l'ambition est de rassembler ces populations en situation de déracinement économique, culturel, historique, autour de leur loi religieuse et politique (c'est une redondance quand on parle de l'islam) pour les enfermer, à l'écart des valeurs portées par la civilisation qui les a accueillies, dans la tradition étroite, aliénante et anachronique qui est celle de leurs espaces originels (Maghreb et Afrique sub-saharienne notamment..).

Il s'agit, en fait, pour ces prêcheurs religieux de maintenir sur place l'emprise religieuse, sociale, politique qui est « la tradition » du « là-bas » et d'engager en même temps un processus prosélyte à partir de ce « noyau dur », processus destiné dans un premier temps à attirer les descendants des populations immigrées les plus anciennes. A ce niveau,

d'ailleurs, la différence est mince entre « islamiques » et « islamistes », et les tenants d'un islam réservé à la sphère privée comme doit l'être toute religion dans un espace sociétal laïque restent étrangement muets et inactifs...

Ensuite, il faut bien se rendre compte que ces populations venues, dans les dernières décennies, de multiples pays soumis à la loi d'une religion unique et imposée, sont porteuses d'une histoire, d'une culture, de traditions, de mœurs, qui sont en totale rupture avec ce que notre civilisation a élaboré au cours des siècles écoulés, notamment en matière d'histoire des idées...C'est peu de dire qu'elles n'ont qu'une idée très floue de la notion d'espace public, de démocratie, de primauté de la loi générale sur la loi « clanique », tribale, coutumière, religieuse...

C'est peu de dire que leur rapport à « l'autre », que leur conception de la famille, que leur sens de la justice comme valeur collective sont différents de ce que nous leur demandons d'accepter au nom du processus d'intégration indispensable pour qui veut rester ici...C'est peu de dire que l'idée de Nation est, pour eux, toute nouvelle, comme l'est également l'idée d'égalité des droits et des devoirs, comme l'est encore la notion de laïcité de l'espace sociétal...Si l'on ajoute à tout cela les difficultés de communication, d'éducation, d'insertion que recèlent la méconnaissance de notre langue dont l'apprentissage est ardu pour des êtres peu intellectualisés, on voit qu'il y a là des obstacles sinon infranchissables, du moins fort périlleux et repoussants.

Mais il ne faudrait pas oublier ici l'extrême responsabilité portée, dans le refus d'intégration manifesté surtout par ces populations de deuxième ou troisième génération après l'immigration, par toute la caste intellectuelle de « la gauche caviar », par toute la représentation médiatique de la « bobocratie parisienne », par le discours complaisant et larmoyant de la « sociocratie » à la mode, bref, par toute une « intelligentsia » droit-de-l'hommiste, alter-mondialiste,

écologico-caritative , dont les agissements et les analyses complaisamment (et presque exclusivement) propagés par les différents média sont destinés à justifier toutes les formes de communautarisme (islamique tout particulièrement) , toutes les tendances au repliement clanique et identitaire, toutes les violations de « la loi générale » au nom de leur haine (inavouée) de la Nation républicaine, démocratique , sociale et laïque...dont ils voudraient le dépeçage, anticipant ainsi sur le développement futur de l'Europe politique et confortant la libre circulation de la main d'œuvre immigrée que demande l'économie libérale...

En cultivant l'argument de la responsabilité totale de la société et de « l'Etat » dans le pseudo-misérabilisme social de ces populations, en répandant l'idéologie de la culpabilité historique et de la repentance pour des faits historiques rapportés de manière biaisée et souvent erronée, en encensant les langages violents et réducteurs d'une « culture métissée » qui s'exprimerait dans la « forme ultime de l'expression artistique qu'est le rap des banlieues », en pratiquant la vieille technique de « l'encanaillement » chère à la bourgeoisie du XIXème siècle, en exhibant en permanence la notion de droit sans jamais l'assujettir à celle de devoir, en justifiant le repliement communautariste autour d'une religion importée, ces « castes » du « haut-pavé » parisien des média, de la politique, du show-biss, des « dîners en ville », approuvent la destruction de l'espace sociétal démocratique et laïque par ceux-là mêmes qui en auraient le plus besoin , et apportent leur caution morale à ceux qui veulent en découdre avec la République pour le seul intérêt de leurs juteux trafics et/ou de leur idéologie prégnante.

Sans prétendre à une quelconque exhaustivité, il y a là quelques pistes qui offrent à la réflexion de chacun les moyens d'analyser, de comprendre, d'apprécier les raisons d'une situation qui n'a que trop duré. Et si les remèdes à apporter au mal « des cités et des banlieues » sont multiples

et ne seront efficaces que sur la durée, il convient, en amont, de fixer clairement le diagnostic et de se dire qu'il faudra agir sur tous les points et en même temps, en mobilisant toutes les énergies et en « tirant tous dans le même sens ». Mais sans oublier un certain nombre d'évidences :

L'intégration de populations « déracinées » d'un ailleurs aussi différent ne peut se faire que dans le respect et l'acceptation de l'organisation et du mode de fonctionnement laïque et démocratique de notre Nation Républicaine et de ses valeurs civiques et morales...

Elle ne peut se faire que par la limitation des effets pervers du système économique libéral qui s'est imposé ici et partout...

Elle ne peut se faire que si celui qui doit s'intégrer le veut vraiment .

Robert Albarèdes

[www.laic.fr->www.laic.fr]